



## *Elections européennes :*

# *Ne nous laissons pas intoxiquer !*

### Partout la colère et la révolte grondent

En 2008, les émeutes de la faim au Maroc, au Sénégal et dans plusieurs autres pays, les mouvements de contestations en Inde et en Chine devant un chômage de masse commençant à devenir réalité, la révolte de la jeunesse en Grèce au mois de décembre ont été les signes avant-coureurs de l'actuel séisme économique et partout le rejet d'un capitalisme mondialisé qui ne répond ni aux besoins ni aux aspirations du plus grand nombre et provoque un désastre écologique. On le voit bien, les réponses qui doivent être apportées dépassent la nation et même le continent et les solidarités qui se nouent dans les forums sociaux, les solidarités qui s'expriment en ce moment à Prague, Madrid ou Bruxelles, les solidarités qui se sont nouées entre les travailleurs allemands ou français de Continental, entre les travailleurs de Dacia en Roumanie et les travailleurs de Renault en France sont autant de pierres apportées pour construire une autre façon de vivre entre les hommes et femmes de la planète.

### La crise ne fait qu'accentuer les lignes de fracture sociales.

En Europe, elle éclaire dramatiquement le fiasco du modèle libéral. Plus un pays s'est enfoncé dans cette logique libérale, plus il est au fond du gouffre à l'exemple de l'Irlande, de la Grande Bretagne, de l'Espagne... En France, si les salariés, la population ne résistaient pas aux coups portés aux services publics, à la protection sociale, aux retraites, dans quelles situation serions-nous ? Il n'est d'ailleurs pas rare d'entendre nos gouvernants constater que notre pays est un peu moins touché « du fait de son modèle social », qu'ils se hâtent de remettre en cause dans le même temps. Nous le voyons tous, les plans sociaux, les fermetures d'entreprise se multiplient. La crise du capitalisme et la crise écologique s'accroissent.

En France, des millions de citoyens, de salariés, d'étudiants, de retraités se mobilisent avec le soutien de la grande majorité de la population. Les luttes s'amplifient, se radicalisent, elles expriment des attentes fortes, mais se heurtent à la fois, à Sarkozy et à sa droite « décomplexée » qui appliquent à marche forcée leur projet de démolition des acquis sociaux, et, à la fois, à un PS et un Modem qui gauchissent leurs discours mais entérinent les orientations libérales et à l'absence d'alternative politique.

### La question de la portée politique des mouvements sociaux est posée à tous.

Les règles du jeu politico-institutionnel et la hiérarchie entre le politique et le social ne permettent pas de parvenir à donner voix aux aspirations populaires.

Nous faisons l'hypothèse qu'en se fédérant, qu'en faisant force commune tout en permettant de conserver son identité, forces politiques, syndicales, mouvements, associations, citoyens pourraient peser pour résister et construire un nouveau projet alternatif à gauche, l'emporter sur les solutions d'adaptation et changer la donne.

La Fédération, que les collectifs unitaires avec d'autres forces politiques, associations, citoyens ont créée en Février 2009, poursuit l'objectif de concrétiser cette forme de rassemblement en une nouvelle force politique composée du plus large éventail de la gauche de transformation sociale.

D'ailleurs, s'il est un sens profond au NON au Traité Constitutionnel Européen en 2005, c'est bien l'affirmation de la souveraineté populaire et la contestation du jeu politique installé. C'est dans cette logique que nous nous sommes battus jusqu'au dépôt des listes pour la convergence en une seule liste de toutes les composantes de la gauche de transformation sociale.

Or, cette gauche est encore éparpillée, cette fois entre le NPA et le Front de Gauche. Certains posent des préalables « anti-unitaires », d'autres ont une conception étroite et uniquement de parti alors que le rassemblement est indispensable.

Pour notre part, nous continuerons de contribuer à créer les conditions d'associer le maximum de citoyens et de forces politiques, associatives, syndicales pour travailler collectivement les réponses à apporter à la crise du capitalisme, élaborer une alternative politique, se donner les moyens de faire force politique ensemble.

**Dans l'immédiat, nous appelons à voter pour battre la droite et toutes les listes qui approuvent le Traité de Lisbonne, copie conforme du Traité constitutionnel. Elles ont des noms, ces listes... Ce sont celles de l'UMP, du Modem, du PS ou des Verts.... Mais nous appelons aussi à battre de toute urgence l'extrême droite raciste et nationaliste. Celle qu'incarnent les liste de de Villiers à Le Pen et ses amis.**

**Le désintérêt pour cette échéance électorale serait la pire des solutions.**

Comme les sondages le martèlent déjà depuis plusieurs semaines, ne laissons pas la droite et les tenants du libéralisme remporter cette élection. Or, jamais les conditions n'ont été aussi favorables à l'émergence d'options alternatives si elles sont le résultat d'un processus collectif démocratique au vrai sens du mot. Car élaborer ensemble un autre projet de société, respectant l'environnement durable et l'être humain à travers des propositions conduisant à une autre façon de concevoir le travail, l'organisation de la production, les services publics et leurs extensions et la répartition des richesses, devient une urgente nécessité.

Les résultats de cette échéance peuvent aider à conquérir des mesures qui permettent la construction d'une Europe des peuples, écologique, démocratique, sociale et solidaire. Des défis et des urgences s'expriment et portent des ruptures avec la construction européenne actuelle et ses défenseurs, incarnés en France par une partie des écologistes, l'UMP, le Modem et la direction du PS.

Tout ceci n'émane pas d'un catalogue électoral, c'est le fruit d'un travail partagé. Ces exigences sont portées par les diverses composantes de notre société : salariés, agriculteurs, étudiants, chercheurs, défenseurs des droits de l'homme, etc. Le début de convergence des luttes au niveau européen (Renault et Dacia en Roumanie, les Continental de France ou d'Allemagne en sont de bons exemples) doit nous obliger à passer à la vitesse supérieure, c'est-à-dire à l'élaboration d'une politique de transformation sociale au niveau européen. N'oublions pas que plus de 80% des décisions mises en œuvre en France sont le fait de l'Union Européenne. Nous ne pouvons plus en rester à notre hexagone : nous avons à construire des réponses qui dépassent la nation et même le continent. Il est temps de construire une nouvelle perspective politique et de ne plus seulement subir. Par exemple : comment lutter concrètement contre les paradis fiscaux si ce n'est à l'échelle européenne et internationale ? C'est donc bien dans le

rassemblement hexagonal et européen que nous devons travailler pour :

- ✓ Commencer à avoir une approche globale d'un système de production qui respecte les équilibres écologiques car le capitalisme, incapable de relever ces défis, met en péril la planète et l'avenir des générations futures
- ✓ Elever aux biens communs de l'humanité l'eau, l'air, l'énergie, la santé, l'éducation, la création artistique contribuant à la solidarité et aux progrès sociaux au lieu d'en faire de banales marchandises.
- ✓ Développer les énergies renouvelables, les transports non polluants.
- ✓ Mettre en place une politique agricole non productiviste et sans OGM.
- ✓ Imposer le principe de non régression sociale en lieu et place du principe de mise en concurrence
- ✓ Engager de nouveaux investissements créateurs d'emplois
- ✓ Instituer un salaire minimum dans chaque pays égal à 60% du salaire moyen
- ✓ Donner des droits nouveaux aux salariés permettant d'ouvrir le monde de l'économie à la démocratie
- ✓ Mettre en place partout et renforcer les protections sociales
- ✓ Travailler à une sécurité d'emploi et de formation
- ✓ Garantir le droit au logement
- ✓ Supprimer la « directive de la honte » qui permet de porter la détention des sans-papiers à 18 mois et fermer les centres de rétention.
- ✓ Agir pour une paix juste et durable dans le monde et en Palestine en suspendant tout accord d'association tant qu'Israël ne respecte pas le droit international et exiger le retrait des forces d'occupation des territoires, le démantèlement de toutes les colonies et du mur de la honte.

## Du projet de TCE au Traité de Lisbonne

Après le rejet par referendum du Traité constitutionnel par les peuples de France et des Pays – Bas, les dirigeants européens ont rédigé, quasi à l'identique, le Traité de Lisbonne. Et c'est eux qui le disent, très cyniquement :

**Karel de Gucht**, ministre belge des Affaires étrangères : *«Le but du Traité constitutionnel était d'être plus lisible (...) Le but de ce traité est d'être illisible (...) La constitution voulait être claire alors que ce traité devait être obscur. C'est un succès.»*

**Valéry Giscard d'Estaing**, devant la commission des Affaires constitutionnelles du Parlement européen, 17 juillet 2007 : *«En termes de contenu, les propositions demeurent largement inchangées, elles sont juste présentées de façon différente. La raison de ceci est que le nouveau texte ne devait pas trop ressembler au traité constitutionnel. Les gouvernements européens se sont ainsi mis d'accord sur des changements cosmétiques de la Constitution pour qu'elle soit plus facile à avaler.»*

**V. Giscard d'Estaing**, *Le Monde*, 27 octobre 2007 : *« Si l'on en vient maintenant au contenu, le résultat est que les propositions institutionnelles - les seules qui comptaient pour les conventionnels - se retrouvent intégralement dans le traité de Lisbonne, mais dans un ordre différent, et insérés dans les traités antérieurs (...). Ainsi l'expression "concurrence libre et non faussée", qui figurait à l'article 2 du projet, est retirée à la demande du président Sarkozy, mais elle est reprise, à la requête des Britanniques, dans un protocole annexé au traité qui stipule que "le marché intérieur, tel qu'il est défini à l'article 3 du traité, comprend un système garantissant que la concurrence n'est pas faussée" (...) Quel est l'intérêt de cette subtile manœuvre ? D'abord et avant tout d'échapper à la contrainte du recours au référendum, grâce à la dispersion des articles, et au renoncement au vocabulaire constitutionnel.»*

Faisant fi du choix du peuple exprimé par voie référendaire, la droite – UMP et Modem, a pu, avec la complicité des députés socialistes, imposer par voie parlementaire un traité qui est la copie à peu près exacte de celui qui avait été récusé par le peuple français. Ce faisant, ils ne peuvent qu'accroître la défiance populaire à l'égard de cette construction européenne-là : ce qui se fait sans les peuples ne peut être compris que se faisant contre eux. Plus grave encore, c'est ancrer l'idée que le Parlement sert à contourner les choix du peuple, alors qu'il devrait être le lieu par excellence de leur expression. C'est là porter atteinte à un des

### On ne nous dit pas tout

Bruxelles (AFP) – Les pays de l'UE ont franchi lundi (18 mai 09) un pas vers un renforcement de leur opération Atalante de lutte contre les pirates somaliens et vers l'élargissement de sa zone d'intervention jusqu'aux Seychelles »<sup>1</sup>. Si la décision n'est pas encore prise, il y aurait « un accord général de principe » selon le secrétaire d'état français aux Affaires européennes.<sup>1</sup> Atalante est une opération militaire de « sécurisation » d'une des principales routes commerciales du monde, qui relie l'Asie et le Golfe Persique à l'Europe. Il en coûterait, actuellement, 230 millions d'euros par an à l'Union Européenne et à ses contribuables. Une vingtaine de bâtiments de guerre interviennent sous commandement des Etats-Unis, de l'Otan, de l'UE, de la Chine ou de la Russie.

Mais ce que l'on ne nous dit pas, c'est que des chalutiers occidentaux pillent les ressources halieutiques au mépris de toute règle. Ce que l'on ne nous dit pas, c'est que le Golfe d'Aden est devenu un dépotoir du commerce maritime. Trafic annuel : 20 000 navires de commerce. Dont beaucoup se délestent là de produits hautement toxiques, selon le Programme des Nations Unies pour l'Environnement : dérivés de métaux lourds, déchets hospitaliers, produits de traitement des métaux et des cuirs, voire même déchets radioactifs.<sup>1</sup>

Conséquences : poissons impropres à la consommation le long des côtes, mutations et changement de comportement d'espèces marines, apparition de maladies nouvelles chez les humains, qui ont fait des centaines de morts. Comme au Sénégal, des produits phytosanitaires hautement toxiques (des pesticides interdits aux USA et en Europe) sont enfouis : sources ou points d'eau empoisonnés, troupeaux anéantis. C'est le fruit, notamment, d'un trafic d'une branche de la mafia italienne qui « évacue » des déchets qu'elle facture dix fois moins cher que s'ils étaient traités et conditionnés, à des industriels européens plus soucieux des profits et des rentes de leurs actionnaires que de l'état des populations somaliennes.<sup>1</sup> Un autre secteur prospère sur ce trafic nauséux : les assurances maritimes. Et que font tous les navires et soldats déployés dans la région contre ces trafics mortifères ? Rien. Ils ne voient rien. Ne savent rien...

Et le Parlement européen, dans tout cela ? Ses pouvoirs restent limités : il est tenu à l'écart de domaines tels que la politique étrangère et de sécurité, la politique monétaire, le contrôle du mouvement des capitaux, les droits de douane ! Comme par hasard ! C'est cela qu'il faut changer. Alors que le Parlement est la seule instance européenne issue du suffrage universel, ce sont presque toujours les autres instances qui imposent leurs choix, souvent en toute opacité : Commission, Conseil européen, Conseil des ministres, Cour de justice...

### **Ce qu'ils disent. Ce qu'ils font.**

Le 23 avril dernier, devant l'Assemblée nationale, au milieu des personnels d'Edf et de Gdf-Suez, Razzy Hammadi, secrétaire national aux services publics du PS apportait « *le soutien de son parti aux salariés engagés dans la défense du service public* » et dont « *les exigences [...] relèvent [...] de l'intérêt général de notre territoire et de notre pays* »<sup>1</sup>

Pouvait-il ignorer, à ce moment-là, que la veille, les députés socialistes européens du PSE, avec ceux de l'UMP (groupe PPE) et du MoDem (groupe ADLE) venaient de voter en faveur d'une directive européenne clé du « 3<sup>e</sup> paquet énergie » : celle qui impose que les entreprises historiques – comme EdF – séparent la production de la distribution et ne pourront opter que pour la location du réseau à un opérateur ou pour la filialisation avec séparation stricte. On imagine les effets à brève échéance pour les usagers !

D'aucuns, parmi les députés européens, s'étaient prononcés pour un démantèlement total d'EdF, coupant tout lien entre les activités de production, de transport et de fourniture d'électricité : outre des socialistes, dont Vincent Peillon, les Verts Daniel Cohn-Bendit et Daniel Onesta avaient voté pour.

Cette entente entre PPE, ADLE, pour la droite, et PSE, s'est manifestée sur tous les dossiers de libéralisation et de déréglementation ou privatisation.

En mars 2006, les trois groupes au Parlement présentaient une motion commune qui soulignait l'importance d'achever le marché intérieur selon des « principes » qui se résument dans la formule d'une concurrence libre et non faussée, et souhaitait la poursuite de la libéralisation des marchés de l'énergie avant 2007.

Par ailleurs, la construction européenne que ces trois groupes cogèrent fait passer la liberté du commerce avant le droit du travail. Dans aucun traité européen il n'est question de politique sociale.

<sup>1</sup> Hebdomadaire *Politis* – n° 1052, 14-20 mai 2009 : Le double langage des députés européens (Michel Soudais)

Mais la Cour de justice des Communautés européennes a rendu quatre jugements majeurs qui redéfinissent les rapports entre le droit européen et le droit national en matière de droit du travail et soumettent les droits des salariés au droit du commerce.<sup>2</sup>

Il faut, tout au contraire, redonner toute leurs dimensions aux services publics : transports, énergie, télécommunications, services postaux, et les étendre, parce qu'ils sont la garantie d'un égal accès des usagers à ce qui doit être considéré comme des droits.

***Pour nous, le 7 juin,  
une seule solution :  
Malgré la désunion,  
ne pas s'abstenir et  
voter Front de Gauche  
ou NPA !***

## **CUGA**

**Collectif unitaire  
pour une gauche  
alternative**

[collectifunitaire13eme@yahoo.fr](mailto:collectifunitaire13eme@yahoo.fr)

***Ne pas jeter sur la voie publique, merci***

<sup>2</sup> Voir le bulletin de l'association **Attac** : % Lignes d'attac, intitulé : *L'Europe que nous voulons*. Voir aussi le n° 74, d'avril 2009, du même bulletin : *Face à la crise, changeons l'Union européenne !*